

Les sciences humaines : crise ou mutation?

En décembre dernier, la Confédération ne retenait aucun programme émanant des sciences humaines dans sa sélection des dix pôles de recherche nationaux (PRN). La nouvelle a ému les universités. Interpellant le politique sur un choix qu'elles estiment dangereux, elles ont rappelé la dimension humaniste et universaliste que l'Université se doit de garder. La décision, prise en février, de financer quatre autres projets ne change pas fondamentalement la donne. Des chercheurs s'interrogent sur le devenir des sciences humaines.

L'AFFAIRE des pôles a relancé un débat qui n'est pas neuf. En 1983, le *Magazine littéraire* diagnostiquait déjà la crise des sciences

humaines¹. Pourtant, à en croire les universitaires, ces disciplines se portent plutôt bien. Le rythme des publications ne fléchit pas et le succès des «humanités» se mesure à l'affluence des étudiants dans les amphithéâtres. Dans son rapport *Pour l'Université*, le secrétaire d'Etat à la science et à la recherche Charles Kleiber parle même «de facultés de masse. Elles ont engrangé l'essentiel (70%) de la croissance du nombre d'étudiants entre 1975 et 1995. Elles ont enregistré un quasi-doublement du nombre de diplômés entre 1981 et 1994».

DES SCIENCES ACTIVES

Dans la cité, les sciences humaines exercent leur influence de nombreuses façons (voir la revue *Sciences humaines*, juin-juillet 1999). Certaines théories contribuent à modifier les représentations et les pratiques sociales. Politiques, tribunaux ou chefs d'entreprise s'entourent de spécialistes — économistes, sociologues, géographes — qui les aident dans leur prise de décisions. Une troisième forme d'intervention relève de la technique. Certaines recherches linguistiques trouvent par exemple des applications directes dans les secteurs de la traduction automatique, de la synthèse ou de la reconnaissance vocale. L'enseignement, la communication, le travail social, les ressources humaines, le marketing sont des métiers où les connaissances «humaines» sont mises à contribution. Enfin et surtout, les sciences humaines ont une fonction culturelle, proposant une grille de lecture interprétative des phénomènes sociaux. A tous ces titres, elles sont donc nécessaires à la société. Pourtant, les acteurs des sciences humaines se sentent bien plus délaissés qu'écoutés ou valorisés.

SPARTE ÉCONOMIQUE

Le sentiment de mise à l'écart est manifeste. Le choix des pôles y est pour beaucoup. Pour Claude Raffestin, «la politique de la recherche a misé sur les sciences prometteuses du point de vue des résultats utiles pour l'économie. C'est un choix qui est parfaitement en harmonie avec la Sparte économique qu'est devenue la Suisse.» (*24 Heures*, 25.01.01). Or l'apport des sciences humaines est d'un autre ordre. «Elles fournissent des connaissances qui permettent d'identifier des processus, de comprendre sinon de prévoir des problèmes de société, de découvrir les origines de nos cultures, de corriger nos jugements sur le passé, d'anticiper les mouvements futurs par des études de prospective, de légitimer nos prises de position et nos actions. Bref, elles ne servent à rien sinon à fournir des instruments de régulation dans un monde qui n'en a cure puisque la régulation coûte plus d'argent qu'elle n'en rapporte à court terme.»

Tous les acteurs fustigent le manque de moyens financiers alloués aux humanités. «Les besoins des bibliothèques et des postes de relève sont loin d'être comblés», déplore Charles Genequand, doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Genève.

LA LECTURE DÉFAILLANTE

En quelques années, le monde aurait changé. Dans son ensemble, la société n'accorderait plus autant d'importance à ses humanités que par le passé. Première victime: la lecture. Pierre Nora, professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (à Paris), stigmatisait cette crise en 1997: «ce serait se voiler la face de ne pas voir qu'il s'opère une transformation en profondeur déjà très claire au niveau scolaire. C'est la civilisation de la lecture qui est atteinte» (*Le Monde*, 18.04.97). «Les tirages moyens sont en constante réduction depuis plus de dix ans, ne cache pas Jacques Scherrer, éditeur de la maison Payot. Dans les années septante, les Barthes, Lacan, Foucault se vendaient à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Les équivalents de ces grands penseurs ne dépassent guère aujourd'hui huit cents à mille ventes.» Michel Porret, historien, maître d'enseignement et de recherche



© MUSEE D'ETHNOGRAPHIE, NEUCHÂTEL. PHOTO ALAIN GERMOND

LES PHOTOGRAPHIES DE CE DOSSIER
ONT ÉTÉ GRACIEUSEMENT MISES À DISPOSITION
PAR LE MUSEE D'ETHNOGRAPHIE DE NEUCHÂTEL.
SOUS LE TITRE COMMUN LA GRANDE ILLUSION,
LE MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE,
LE MUSEE D'ETHNOGRAPHIE ET LE MUSEUM D'HISTOIRE
NATURELLE DE NEUCHÂTEL TRAITENT CHACUN
DE THÈMES DIFFÉRENTS.
LE MUSEE D'ETHNOGRAPHIE A CHOISI POUR SA PART
DE METTRE EN SCÈNE UN POÈME TIRÉ
DES ILLUMINATIONS D'ARTHUR RIMBAUD,
APRÈS LE DÉLUGE.

Une idée de Déluge:
montage photo Nicolas Bourquin



© MUSEE D'ETHNOGRAPHIE, NEUCHÂTEL. PHOTO ALAIN GERMOND

«Madame*** établit un piano dans les Alpes. La messe et les premières communions se célébrèrent aux cent mille autels de la cathédrale.»

►► à la Faculté des lettres de l'Université de Genève, confirme que dans ses séminaires, la lecture des journaux quotidiens n'est plus une habitude. La culture du **zapping** règne. Trop souvent, les étudiants ne lisent que les chapitres indispensables pour l'examen. Tous constatent, à la manière de Claus Hässig, adjoint au Rectorat à l'Université de Genève, que **«le fait de savoir à la fois citer Racine et expliquer le deuxième principe de la thermodynamique ne fondent plus une légitimité sociale»**. En d'autres termes, il n'est plus demandé aux jeunes gens de posséder une solide culture générale pour se lancer dans la société et le monde du travail.

Directeur de la très érudite maison d'éditions Droz, Max Engammare écarte le terme de «crise». Il préfère parler d'évolution ou de mutation. La seule existence de la maison semble prouver que les humanités ne se portent pas si mal. Pourtant, un même constat : on peut divi-

ser le nombre de tirages par deux en prenant les années soixante pour référent. Mais il ne s'agirait que d'un retour à la normale après une période euphorique.

UNE CRISE INTERNE

Au Rectorat de l'Université de Genève, Claus Hässig apporte une réflexion intéressante sur le conflit opposant les sciences exactes aux sciences humaines. Il se réfère au physicien anglais Charles Percy Snow et à son ouvrage paru en 1959, *The Two Cultures and the Scientific Revolution*, pour illustrer que la problématique n'est pas nouvelle. Le divorce remonterait au XVIII^e siècle, quand la dimension métaphysique est progressivement évacuée des préoccupations scientifiques. Depuis, l'histoire des relations entre sciences exactes et sciences humaines serait émaillée d'une succession de conflits.

«Nous nous trouvons probablement aujourd'hui sur le haut d'une de ces variations cycliques, pressent Claus Hässig. On a cru à tort que les sciences de la vie apportaient un ultime défi : une prétention à vouloir expliquer les dimensions culturelles et historiques de l'existence humaine par un déterminisme génétique.» Cela pourrait avoir comme conséquence de banaliser les explications culturelles et historiques. En fait, il n'en est rien, car quel que soit le rôle de la génétique, les caractéristiques culturelles continueront à offrir divers possibles.

NE PAS SINGER LES SCIENCES EXACTES

Aujourd'hui, les acteurs des sciences humaines se reprochent d'avoir voulu «singer» les sciences exactes. Jean-Paul Descœudres, professeur d'archéologie à l'Université de Genève, pointe l'origine du mal : *«Nous avons voulu utiliser la*

►►►

Jean-Claude Favez : « Il faut remettre en question le couple recherche/enseignement »



Jean-Claude Favez,
professeur d'histoire,
ancien recteur
de l'Université de Genève

« Campus : — Quelle a été votre réaction à l'affaire des pôles ?

Jean-Claude Favez : — Cela n'a pas été une surprise. Je ne suis pas convaincu de l'efficacité des pôles pour stimuler la recherche. Des outils similaires ont été employés dans le passé, sans résultat concluant. Si les réponses des sciences humaines ont été de moindre qualité, c'est peut-être faute d'habitude, par timidité. Ce qui est sûr, c'est que ces disciplines ont beaucoup à dire sur notre société.

— Pour certains, la décision politique a privilégié des sciences qui rapportent plus en termes économiques. Cela crée-t-il un conflit entre sciences humaines et sciences dures ?

— Le problème est celui d'une vision à trop court terme, qui menace la recherche. Notre société a besoin d'hommes de sciences qui pensent le développement sur la durée. Entre sciences dures et sciences humaines, la situation est vécue comme conflictuelle. A tort. Il n'y a pas d'un côté une recherche utilitariste, intéressée et de l'autre une recherche gratuite et désintéressée. Pour les pôles, l'argument du choix économique n'explique pas tout. Il est inévitable qu'un projet de recherche soit évalué. S'il y a une crise —

mais je n'en suis pas sûr — elle vient avant tout des sciences humaines.

— Les sciences humaines sont-elles responsables de leur mise à l'écart ?

— Il y a longtemps que l'on parle de mise à l'écart, mais je n'y crois pas. Aux sciences humaines de se prendre en charge. Le problème n'est pas principalement lié à l'argent. Il faut arrêter de cultiver un complexe d'infériorité. Les difficultés existent mais ne sont pas le résultat d'une politique délibérée. Le travail de la Commission Bergier dans l'affaire des fonds en déshérence montrent combien les sciences humaines peuvent être utiles à la société. Elles doivent simplement accepter de se soumettre à des besoins qui leur sont extérieurs.

— Les sciences humaines souffrent-elles d'une faiblesse de théorisation, se contentant aujourd'hui d'être empiriques ?

— La faiblesse de la recherche fondamentale et le manque de nouveauté posent problème. Les sciences humaines ont pour mission de fournir des instruments de recherche pour l'ensemble des sciences. Il est vrai qu'il y a beaucoup d'empirisme. L'histoire est par définition une discipline empirique, car même

les théories sont pour elle des objets. » Mais est-ce là une faiblesse ? Il existe un incontestable besoin d'histoire dans notre société... Ce qu'il faut, c'est réorganiser l'Université.

— Comment s'y prendre ?

— Il existe une tendance à travailler seul, le cloisonnement est de plus en plus rigide ; la recherche collective et interdisciplinaire doit être développée. Dans l'ensemble des facultés de sciences humaines et sociales, on constate une très mauvaise utilisation des personnes. Les professeurs ont tendance à se réfugier dans les parties nobles (diplômes et doctorats). Ils laissent l'enseignement des débutants à de jeunes chercheurs inexpérimentés. Ce devrait être l'inverse ! L'Université s'est montrée incapable de mener une véritable politique d'utilisation des ressources humaines. Le politique pourrait nous le reprocher.

— Quelles sont les clés du renouveau ?

— Si l'Université doit changer, elle doit le faire d'elle-même. A long terme, le modèle actuel est condamné. Nous devons remettre en question l'unité du couple recherche/enseignement. Pour la plupart, les gens ne viennent plus à l'Université pour devenir cher-

cheurs. La formation doit donc s'adapter. Par ailleurs, les liens avec la cité doivent se développer. Il n'est pas méprisable que l'Université participe pleinement à la formation par alternance ou à la formation continue. En voulant mener de front recherche de pointe et enseignement de masse, l'Université s'acharne à poursuivre une double mission dont les termes sont antagonistes. Il faut y réfléchir. »

SDA ●



© MUSEE D'ETHNOGRAPHIE, NEUCHÂTEL. PHOTO ALAIN GERMOND

« Dans la grande rue sale les étals se dressèrent, et l'on tira les barques vers la mer étagée là-haut comme sur les gravures. »

►►► *langue et les méthodes des sciences. Or, plus nous les imitons, plus nous sommes inefficaces. Leurs critères de productivité ne sont pas les nôtres.* »

Se dessine alors, chez certains, l'idée d'un « malaise suisse ». « *La faiblesse des sciences humaines en Suisse est due à un retard des idées*, lance Jacques Vonèche, professeur à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation à l'Université de Genève. *Nous sommes restés figés sur les études quantitatives. Dans les années septante, les autres pays ont opéré un tournant interprétatif pour revenir à du qualitatif. La Suisse n'a pas suivi.* » A cette erreur conjoncturelle, s'ajouterait une faiblesse structurelle. « *Le Sonderbund a interdit le débat d'idées en Suisse, poursuit-il. Ce conflit civil et religieux a creusé une division profonde du pays qui évacue depuis lors toute confrontation intellectuelle. Cela est frappant en regard d'un pays comme la France. Les débats sur l'école laïque, sur l'affaire Dreyfus, sur les prêtres ouvriers ont soulevé l'opinion. Ici, rien de tout cela.* » Même sentiment chez Michel Porret. L'historien fustige en Genève « *une cité qui déteste les intellectuels. Rousseau a fait les frais de cette culture, qui mène au conformisme et au consensus.* » Charles Genequand confirme : « *Ici, le culte des intellectuels n'existe pas ; les beaux discours attirent moins l'admiration que la méfiance.* »

Jean-Daniel Delley nourrit l'opinion inverse. La Suisse, démocratie directe, serait plus encline aux débats d'idées, dictés par l'agenda politique... Pour d'autres, la crise des sciences humaines n'est pas une question de géographie. Elle exprime un mal plus profond : l'absence de théorie.

LA FIN DES THÉORIES

« *Nous utilisons les mêmes théories qu'il y a cinquante ans. Aujourd'hui, les méthodes empiriques abondent mais les problématiques théoriques ont des difficultés à s'affirmer* », annonce Claude Raffestin. Depuis la chute du mur de Berlin, les grandes idéologies ont disparu. « *A la place*, note Jean-Daniel Delley, *le savoir s'est parcellisé et l'empirisme a progressé.* » A Lausanne, Denis Müller, professeur d'éthique à la Faculté de théologie, nuance ce constat et souligne « *le dynamisme de beaucoup de sciences humaines et sociales. Dans nos disciplines, il y a un va-et-vient fécond entre le terrain et la théorie, le quantitatif et le qualitatif.* »

Cependant, l'absence de théories n'est pas pour tous signe de déficit de la pensée. Dans la revue *Sciences humaines* (« Le renouveau des

sciences humaines», déc.1999), Jean-François Dortier en tire une conclusion plus optimiste. «Après être revenues des grandes théories de naguère – fonctionnalisme, structuralisme, marxisme, freudisme – les nouvelles générations de chercheurs sont aujourd'hui plus sceptiques et plus mesurées. Plus ouvertes aussi [...] Le déclin des grands paradigmes et l'absence de relève aux grands noms d'hier peuvent être lus comme un refus de s'enfermer dans le cadre d'un modèle unique, comme un signe d'ouverture et de prudence de la pensée. Le morcellement des domaines, la dispersion des études traduit une reconnaissance de leur diversité.» «Ce qui est essentiel, remarque Charles Méla, ancien doyen de la Faculté des lettres à l'Université de Genève, est de ne pas perdre la mémoire.»

Une autre critique est alors formulée à l'égard d'un monde cloisonné et éloigné des préoccupations de la société.

UN MONDE CLOISONNÉ...

Le cloisonnement de la recherche en sciences humaines, l'individualisme des chercheurs, la mauvaise exploitation de certains potentiels, la longueur des études: ces reproches étaient déjà formulés par le Conseil suisse de la science en 1998 (dans un rapport intitulé «Evaluation de la recherche en sciences humaines en Suisse»). Ils sont toujours d'actualité, aux dires des principaux intéressés.

Charles Méla est critique. «Nous n'avons pas su faire ce qu'il fallait. Nous devrions travailler ensemble en donnant à nos études une dimension interfacultaire. Les lettres ont créé des îlots de savoirs pointus, en laissant filer le courant de l'histoire. Elles devraient se lier à des enjeux du monde actuel. Par exemple, en montrant comment le Moyen Âge est la genèse du monde moderne, qui invente l'Université, l'État et l'amour moderne, les médiévistes dépoussièrent leur discipline, sans pour autant trahir son esprit... Nous pouvons faire la preuve de notre «utilité», sans nous compromettre.»

... ET ÉLOIGNÉ DE LA CITÉ

Au cloisonnement dans l'Université s'en superposerait un autre, au sein de la cité. Jean-Paul Descœudres s'interroge : «On ne semble plus avoir besoin des sciences humaines. La pensée pratique règne en maître. Où avons-nous perdu le contact ? Notre société aurait-elle perdu son intérêt dans les questions fondamentales ?» Le professeur d'archéologie dresse un parallèle avec «la confiance presque totale placée dans la

science. L'exemple des déchets atomiques est édifiant. Ils resteront meurtriers pendant des milliers d'années. C'est exactement comme si les hommes du paléolithique avaient enfoui dans le sol des choses capables de détruire la planète jusqu'à aujourd'hui. Or cela ne nous inquiète pas.»

«L'attraction et la curiosité naturelles sont plus tournées vers la biologie ou la physique. Nous n'avons rien à redire à cela, concède Claude Raffestin. Mais cela indique peut-être que nous n'avons pas su trouver les bons créneaux. D'où la nécessité de repenser les sciences humaines.» Selon Jacques Vonèche, si la société se désintéresse de ces disciplines, c'est parce qu'elles «se sont trompées trop souvent, ne sachant pas anticiper, expliquer certains événements». L'autocritique est presque générale. Comment réagir ?

L'UNIVERSITÉ DOIT CHANGER

«L'argent ne coulera plus à flots.» L'avertissement vient des universitaires eux-mêmes: Jean-Claude Favez et Charles Méla le répètent à l'envi. «Il va falloir nous expliquer, faire la preuve de notre richesse et de notre utilité. Car elles existent.» «La volonté politique de rationaliser le paysage est sans doute le seul moyen de faire bouger cette institution» ose Jean-Daniel Dellely. Ancienne chargée de cours à l'Université de Genève, Barbara Polla, conseillère nationale et médecin, se demande si «la seule manière de convaincre le politique de la valeur des sciences humaines n'est pas de chiffrer leur apport. Aux acteurs de ces disciplines de s'y employer, en définissant leurs propres critères d'évaluation.»

ÉLOGE DU TEMPS LONG

Mais l'effort doit aussi venir du politique. L'apport des sciences humaines, véritable et nécessaire, ne se déploie que dans la durée. Il n'est pas immédiatement apparent dans une société qui valorise la rapidité. Michel Porret le souligne. «Notre travail s'enrichit par la lenteur, la réflexion. Apprendre à penser, donner du sens au politique, au culturel, au symbolique ne peut se faire dans l'urgence.» Les spécialistes des langues, de la littérature ou de l'histoire peuvent être sollicités par le politique et s'avérer fort utiles pour aider à comprendre ou résoudre certaines situations. «Or nous ne sommes pas souvent consultés», regrette Charles Genequand, qui stigmatise le piège de l'utilité immédiate. «Une société vit aussi de sa mémoire. Si elle la perd, elle perd aussi la conscience de son existence et court un risque d'amnésie.»

Les sciences humaines ne profitent pas de la rallonge budgétaire

Le 21 février dernier, le Conseil fédéral a demandé au Parlement une rallonge de 35 millions de francs pour réaliser quatre autres pôles de recherche nationaux dont l'excellence scientifique avait été reconnue par le Fonds national.

Les sujets de recherche font la part belle aux technologies de l'information: management interactif multimodal de l'information (IDIAP, Martigny), systèmes de communication et d'information (EPFL), management de l'évaluation financière et du risque (Université de Zürich), relations Nord-Sud (Université de Berne). Si les sciences sociales sont cette fois prises en compte, les sciences humaines sont de nouveau mises sur la touche. Gregor Häfliger, chef de section à l'Office fédéral de l'éducation et de la science, dit rejeter toute idée de censure. Le supplément budgétaire sera soumis aux Chambres fédérales en session d'été 2001.

L'augmentation des budgets serait une première solution. La stimulation de la recherche et l'amélioration de l'encadrement sont elles aussi urgentes. Pour Jacques Vonèche, une réforme complète de l'enseignement s'impose, afin de «battre en brèche le préjugé qui décrit comme faciles et de moindre importance les sciences humaines». Jean-Claude Favez, lui, opte carrément pour la dissociation de la recherche et de l'enseignement (voir interview).

COOPÉRER

Autre piste proposée pour décroisonner les sciences humaines, la coopération interuniversitaire permettrait aux sciences humaines de travailler de concert avec les sciences dures. Car, comme le prédit Claude Raffestin, «le développement de la recherche utile va tout naturellement créer des problèmes sociaux et culturels qu'il faudra résoudre tôt ou tard et l'on finira par se tourner vers les sciences humaines pour trouver des solutions. Il faudra, alors, rattraper le retard à grands frais.» Des projets de travail en réseau sont déjà mis sur pied pour prévenir un tel scénario.

Pour Charles Méla, l'Institut européen de l'Université de Genève, «lieu interfacultaire par excellence», mériterait un soutien appuyé des autorités universitaires et publiques. «La formation ►►►



Charles Kleiber,
Secrétaire d'état
à la Science
et à la Recherche

Charles Kleiber : «Aucune société ne peut se développer sans des sciences humaines et sociales créatives et fortes»

«Campus: – Les projets de sciences humaines n'ont pas été retenus pour les pôles de recherche, alors que certains avaient été approuvés par le FNRS. Pourquoi ?

Charles Kleiber : – A partir de quelques 238 déclarations d'intentions dans toutes les disciplines – où les sciences humaines et sociales étaient faiblement représentées –, le FNRS a opéré une sélection sévère sur des critères de qualité scientifique et a proposé au Département fédéral de l'intérieur 18 projets considérés comme scientifiquement excellents par les experts indépendants mandatés par le FNRS. Parmi ces 18 projets, aucun n'émanait spécifiquement des sciences de l'homme, si on accepte les définitions usuelles. Conclusion : ce sont les instances scientifiques et non les instances politiques qui ont écarté les sciences humaines. En revanche, sur les 14 projets retenus, dont 10 sont déjà attribués, 3 concernent les sciences sociales au sens large.

– Que répondre à l'inquiétude des chercheurs en sciences humaines et sociales ?

– Les sciences humaines et sociales ont subi plus que les autres disciplines la rigueur budgétaire des années nonante associée à l'augmentation du nombre d'étudiants. Par ailleurs, l'économie suisse en difficulté a pris conscience de l'importance des connaissances nouvelles comme facteur de production. De nombreuses voix suggérant une priorité en faveur des sciences de la nature et des sciences techniques

se sont fait entendre à l'intérieur et à l'extérieur des universités. Cette évolution s'est faite sur un fond de problèmes structurels et fonctionnels mis en évidence en 1998 par le Conseil suisse de la science : relève mal assurée, procédure de promotion académique en panne, chercheurs démotivés et excessivement dépendants de leur hiérarchie, cloisonnement des disciplines, insuffisance des études doctorales, manque de ressources et d'objectifs partagés, etc.. Le cumul de ces difficultés a provoqué – notamment dans le corps intermédiaire – un sentiment d'impuissance et de désenchantement peu favorable aux grandes entreprises et aux projets audacieux. C'est dans ce climat que les décisions, insuffisamment expliquées, concernant les pôles sont tombées. Elles ont été vécues comme un désaveu symbolique. Je comprends les réactions. Mais on ne peut rester sur ce constat : aucune société ne peut se développer sans des sciences humaines et sociales créatives et fortes capables d'apporter leur contribution critique à la compréhension et à la régulation sociale.

– Comment réagir ?

– Il faut maintenant se tourner vers l'avenir et mettre en œuvre des mesures concrètes pour renforcer ces disciplines. Notre intention est de partir des recommandations du Conseil suisse de la science de 1998, de les actualiser et de faire ce qui, faute de moyens, n'avait pas pu être fait à l'époque : les transformer en mesures concrètes et en ressources

supplémentaires qui seront présentées à M^{me} Dreifuss à la fin de l'année, puis, je l'espère, au Conseil fédéral et au Parlement pour pouvoir passer dans les faits dès 2004. La communauté scientifique et les universités seront étroitement associées à cette démarche. Nous devons réussir ; c'est essentiel pour la société et cela me tient particulièrement à cœur.

La décision politique a-t-elle privilégié des sciences qui rapportent sur le plan économique au détriment de sciences humaines et sociales dont l'apport n'est pas quantifiable et se révèle sur le long terme ?

– Je récuse cette interprétation. D'abord parce que la part des sciences sociales n'est pas négligeable dans le choix des pôles, ensuite parce que la Confédération a toujours soutenu activement ces disciplines avec les instruments dont elle a la responsabilité : 20% environ de l'ensemble des moyens du FNRS sont investis dans les sciences humaines et sociales, ce qui est, à ma connaissance, un des pourcentages les plus élevés en Europe. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des projets qui se réaliseront prochainement : développement des sciences humaines à l'EPFL, projets de coopération lémanique, projets de coopération et d'innovation mis en œuvre par la Conférence Universitaire Suisse dans l'ensemble du pays. Enfin, les sciences de l'homme et de la société doivent être valorisées au même titre que les autres. Les entreprises privées et publiques

ont un besoin urgent d'hommes et de femmes capables de comprendre la société et le monde, d'analyser les politiques publiques, de penser la collaboration entre les individus et les groupes, de mettre en cause les pensées uniques, de participer à la construction d'un ordre public et écologique international... C'est ce que montre aujourd'hui l'évolution du marché du travail. Plus généralement, dans un monde complexe en changement permanent où progressent tous les jours davantage la société du savoir et l'économie de la connaissance, il faut être capable de gérer et de transmettre notre héritage culturel ; il faut être en mesure de transformer rapidement l'information en connaissance et la connaissance en capacité de vivre ensemble, en sagesse et en valeur économique. Ces objectifs sont hors de notre portée sans des sciences humaines et sociales fortes et libres.

» Dernière remarque : les rivalités entre disciplines me paraissent dépassées. Elles doivent toutes travailler ensemble à la compréhension du monde et de l'homme. Parce que l'homme est d'un seul tenant : il est à la fois un être biologique, social, culturel, psychologique déterminé par des mythes et par son imaginaire. L'homme des différentes spécialités n'est qu'un morceau du réel, arbitrairement découpé par les traditions et les territoires des différentes disciplines. Les sciences de l'homme, de la société et de la nature sont également importantes pour comprendre et agir sur la réalité.» SDA ●



© MUSEE D'ETHNOGRAPHIE, NEUCHÂTEL. PHOTO ALAIN GERMOND

«Puis, dans la futaie violette,
bourgeonnante, Eucharis me dit
que c'était le printemps.»

►► continue clinique médicale et langages de l'amour réunissant les Facultés des lettres, de médecine et des SES ainsi que le projet d'un Centre lémanique d'histoire des sciences témoignent de nos efforts en direction de l'interdisciplinarité».

Claus Hässig donne d'autres exemples. Le programme *Science, Vie, Société* se déploiera autour de l'arc lémanique. Il réunira deux universités et une école polytechnique. Un tiers des fonds sera consacré aux sciences humaines, de la sociologie jusqu'à la littérature et la théologie en passant par le droit et l'économie. Les projets de recherche analyseront les problèmes d'intégration que rencontrent les sociétés modernes. Un autre aspect est le projet d'un programme d'enseignement en sciences humaines à l'intention des étudiants de l'EPFL. «C'est un vrai défi, estime l'adjoint au Rectorat de l'Université de Genève, et une chance aussi. Ce pro-

jet sera un laboratoire pour expérimenter non plus le fossé, mais le dialogue entre les «cultures» humanistes et scientifiques.» Un autre programme, le Réseau universitaire international de Genève (RUIG) propose quant à lui de mettre en contact des chercheurs en sciences humaines avec des organisations internationales.

Les bonnes volontés ne manquent donc pas pour sortir les sciences humaines de l'ornière. Mais un effort général, une démarche commune font peut-être défaut. Michel Porret propose la réunion «d'Etats généraux» des sciences humaines et la rédaction d'un livre blanc sur le sujet. Cela relativiserait peut-être la notion de crise qui «est surtout une crise du regard et du déficit de reconnaissance». S'ouvrir à la société, certains y sont prêts. Mais d'autres estiment que cet effort est déjà manifeste. La participation aux commissions d'enquêtes, l'organisation de colloques internationaux, la diver-

sité des publications le prouvent. Pour l'historien, «l'Université est un rivet fondamental de la démocratie. Elle sera à l'image de la société que l'on se sera choisie. A la cité, donc, de s'ouvrir à l'Université, de s'intéresser à ses travaux et de comprendre sa logique du temps lent de la pensée.»

SOPHIE DAVARIS ●

¹ Le terme de «sciences humaines» est flou. A l'instar des interlocuteurs rencontrés, nous considérerons comme «humaines», les disciplines se rattachant à l'étude de l'homme dans son essence (la philosophie, l'histoire, la littérature, l'étude des langues, la psychologie...); et comme «sociales», les matières analysant les activités de l'homme (la sociologie, la science politique, le droit, voire l'économie...)